

17th Meeting of the States Parties of the Anti-Personnel Mine Ban Convention (Ottawa Convention)
November 26-30, 2018

Topic: Article 5 implementation

When: Tuesday, November 27, 10:00 to 13:00

Where: Palais des Nations, Room XVIII

Statement by Canada on Ukraine's submission of an Article 5 extension request

Madam Vice-President,

The Government of Canada is unequivocal in its support for Ukraine and in its condemnation of Russia's illegal invasion and annexation of Crimea. Canada will always be a steadfast partner of the people of Ukraine, and we will continue to work with our allies to hold Russia to account for its unacceptable behaviour. We applaud Ukraine for submitting an extension request and returning to compliance with the Convention.

Canada recognizes that Ukraine faces a challenging situation with the identification of newly mined areas under its jurisdiction but outside of its control, following entry into force of the Convention.

We remain committed to assisting Ukraine in combatting the threat of anti-personnel mines and explosive remnants of war through our Peace and Stabilization Operations Program, with a commitment of \$2.6M this fiscal year as part of \$6.1M in current projects that began in 2016.

Thank you.

17e assemblée des États Parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (Convention d'Ottawa) - 26-30 novembre 2018

Sujet: Mise en œuvre de l'article 5

Date: Mardi 27 novembre, de 10 h à 13 h

Lieu: Palais des Nations, salle XVIII

Déclaration du Canada sur la soumission d'une demande d'extension sous l'article 5 de l'Ukraine

Madame la Vice-Présidente,

Le gouvernement du Canada soutient sans équivoque l'Ukraine et condamne catégoriquement l'invasion et l'annexion illégales de la Crimée par la Russie. Le Canada sera toujours un partenaire loyal du peuple ukrainien et continuera de travailler avec ses alliés pour demander à la Russie de rendre des comptes par rapport à son comportement inacceptable.

Le Canada reconnaît que l'Ukraine se trouve confrontée à une situation difficile avec l'identification de nouvelles zones contaminées par des mines sous sa juridiction mais hors de son contrôle, après l'entrée en vigueur de la Convention.

Nous restons déterminés à aider l'Ukraine à lutter contre la menace des mines antipersonnel et des restes explosifs de guerre à travers notre Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, avec un engagement à verser 2,6 millions de dollars dans l'année fiscale actuelle, cette somme étant comprise dans les 6,1 millions de dollars de projets présentement actifs et initiés en 2016.

Je vous remercie.